



*Au service
des peuples
et des nations*

**PROJET TAMKEEN POUR LA PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ, LE RENFORCEMENT DE LA
COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
L'Université espace de dialogue et de cohésion**



**Rapport de progrès annuel
2020**

RÉALISÉ AVEC L'APPUI DE

تم تنفيذ هذا النشاط بدعم من



Royaume des Pays-Bas



Table des matières

<i>Présentation du projet</i>	3
<i>Brève description du projet</i>	5
<i>Liste des acronymes</i>	5
I- Résumé exécutif	6
II- Résultats détaillés	7
❖ Output 2. : Les dynamiques de conflit qui minent la cohésion sociale en milieu universitaire sont identifiées et analysées.	7
❖ Output 3 : Des approches et mécanismes de prévention et de règlement des conflits sont mis en place, dans le cadre d'une gestion concertée de l'espace universitaire.	13
❖ Output 4 : Les acteurs clés de l'Université disposent des connaissances, compétences et outils pour la facilitation du dialogue et la construction du consensus.	16
❖ Output 5 : Des initiatives sont appuyées pour renforcer le rôle de l'Université et des étudiants dans la promotion de la citoyenneté et de la cohésion sociale au niveau local.	21
III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques	22
IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre	23
V- Suivi-évaluation	24
VI- Evidences	24
VII- Rapport financier	25
L'utilisation des ressources et le niveau de décaissements par activité, au 31/12/2020, sont détaillés comme suit (en USD) :	25
VIII- Signatures	25
IX - Annexes	26

Présentation du projet

Titre du projet :	<p>TAMKEEN</p> <p>L'Université, espace de dialogue au service de la cohésion sociale en Tunisie</p>
Articulation avec les ODDs :	<p>ODD 16 : Paix, justice, institutions efficaces</p>
Effet et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 :	<p><i>Outcome 3: Build resilience to shocks and crises</i></p> <p><i>Output 3.2.1. National capacities strengthened for reintegration, reconciliation, peaceful management of conflict and prevention of violent extremism in response to national policies and priorities</i></p> <p><i>Output 3.2.2 National and local systems enabled and communities empowered to ensure the restoration of justice institutions, redress mechanisms and community security</i></p> <p><i>Output 3.4.1 innovative nature based and gender responsive solutions developed, financed and applied for sustainable recovery</i></p> <p><i>Output 3.6.1 women's leadership and participation ensured in crisis prevention and recovery planning and action</i></p>
UNDP Signature solutions	<p>Signature solution 2. Strengthen effective, inclusive and accountable governance: strengthen governance processes and institutions to ensure equal access to quality services that promote equity, trust and social cohesion, and build societies in which all people benefit from peace, justice and security;</p> <p><i>Development Setting 3: Strengthen resilience to shocks and crisis (Output 3.2.1) support national capacities for reintegration and reconciliation, as they are critical for preventing the outbreak, re-occurrence, or escalation of violence, and radicalization that can lead to violent extremism</i></p> <p>Signature solution 3. Enhance national prevention and recovery capacities for resilient societies: promote risk-informed development and strengthen capacities of people, communities</p>

	<p>and countries to anticipate, prevent, and recover from shocks and stresses;</p> <p><i>Development Setting 3: Strengthen resilience to shocks and crisis</i> <i>(Output 3.3.1) Ensuring that the prevention and preparedness for crisis response and recovery are rights-based, risk-informed and gender-responsive</i> <i>(Output 3.3.2) strengthens gender-responsive and risk-informed social dialogue and reconciliation mechanisms, and capacities of national and local stakeholders for dialogue, consensus-building and reconciliation around contested issues, with equal participation of women and men</i></p>
<p>Articulation avec le PDQ 2016-2020</p>	<p>Axe 3 : Développement humain et inclusion sociale 3.4 Renforcer l'esprit de citoyenneté parmi les jeunes</p>
<p>Effet et produits attendus du programme pays 2015-2020 :</p>	<p>Outcome UNDAF/CPD :</p> <p>Effet 1 : D'ici 2020, les institutions civiles, politiques et administratives sont pleinement opérationnelles, dans le respect des principes universels des droits de l'Homme, de démocratie et d'égalité de genre.</p> <p>Produit CPD 1.2 : La participation citoyenne et les capacités des institutions et des contre-pouvoirs sont renforcés, permettant une meilleure reddition des comptes aux populations.</p> <p>Indicateur 1.2.3 Nombre de personnes (avec un ciblage sur les jeunes et les femmes) bénéficiant des initiatives de promotion de la citoyenneté</p> <p>Produits CPAP :</p> <p>Produit 1.2.4 : Un cadre de concertation et d'autorégulation de la société civile est mis en place et facilite sa participation au dialogue sur les priorités de développement dans les régions cibles.</p> <p>Produit 1.2.5 : Les capacités des acteurs de la société civile dans les zones cibles sont renforcées en vue de leur professionnalisation.</p>
<p>Effets attendus du projet :</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les dynamiques de conflit qui minent la cohésion sociale en milieu universitaire sont identifiées et analysées ; 2. Des approches et des mécanismes appropriés de prévention des tensions et de gestion concertée de l'espace universitaire sont mis en place ;

	3. Un programme de formation des acteurs universitaires sur les approches et techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus est mis en place.
Partenaire d'exécution :	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS)
Parties responsables :	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Date du rapport	Février 2020
Responsable	<i>Mohamed El-Mounir, Conseiller technique principal -</i> mohamed.elmounir@undp.org

Brève description du projet

Le projet vise à soutenir l'émergence et la préservation des conditions favorables à une consolidation démocratique pérenne par le renforcement de la cohésion sociale. Son objectif est de soutenir le MESRS pour la mise en place en milieu universitaire d'un environnement apaisé et propice au dialogue, permettant de faire de l'Université un cadre harmonieux, favorable à la réalisation de sa mission, résilient face aux risques de violence et rejaillissant positivement sur son environnement. Plus concrètement, le projet vise à accompagner l'émergence au sein du MESRS et des universités tunisiennes d'une capacité endogène de gestion des conflits capitalisant sur ses propres compétences et son capital humain à travers l'affinement de la compréhension des dynamiques de conflits propres à cet environnement, le renforcement des capacités en matière de gestion des conflits et de médiation et l'établissement de centres de médiation universitaires.

Liste des acronymes

ARP	Assemblée des représentants du peuple
CMU	Centres de Médiation Universitaire
DG	Directeurs Généraux
EV	Extrémisme violent
ISIE	Instance supérieure indépendante pour les élections
KAS	Konrad Adenauer Stiftung
MESRS	Ministère de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique

ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
OTCS	Organisation tunisienne pour la cohésion sociale
PCS	Plan de contingence Sectoriel
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
PTA	Plan de travail annuel
SNU	Système des Nations unies
TDR	Termes de référence
UNDAF	Plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement
VBSG	Violence basées sur le sexe et le genre

I- Résumé exécutif

Dans la continuité des interventions initiées en 2019, et tout en tenant compte du contexte exceptionnel lié à la prolifération de la pandémie COVID-19 , le projet a mis l'accent en 2020 à l'appui au partenaire dans le faire face et la relève de la pandémie. c'est à ce titre que l'appui en planification stratégique pour la gestion de crise a été une intervention phare du projet durant 2020 et a permis au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de se doter d'un plan de contingence sectoriel et d'une étude d'impact de la covid19 sur le système universitaire.

Le contexte universitaire ayant été fortement impacté par la COVID19 plusieurs activités de terrain impliquant les étudiants ont été compromises compte tenu du confinement. La stratégie de repli a été de privilégier les activités distancielles notamment les formations en ligne (formation sur la prévention des VBSG) et la mise en place de la plateforme numérique de médiation universitaire a été entreprise.

Les principaux résultats atteints sont les suivants :

- *Une analyse de l'impact de la pandémie COVID19 sur le système universitaire est réalisée permettant de documenter les mesures prises en réponse à la crise et les bonnes pratiques mais aussi d'identifier les défaillances du système et d'en tirer les leçons apprises ainsi que son effet sur la cohésion en milieu universitaire ;*
- *Un plan de contingence sectoriel est élaboré au profit du ministère renforçant ses capacités en matière de proactivité et de gestion stratégique des crises ;*
- *129 acteurs universitaires (dont 48 femmes) parmi les psychologues universitaires, les représentants syndicaux le personnel des universités et des foyers et restaurants*

- universitaires sont formés à la mise en œuvre du protocole sanitaire spécifique aux universités*
- *La mise en place des Centres de Mediation Universitaires est appuyées à travers l'appui à l'élaboration d'un guide de procédures des CMU, une Charte de la mediation ainsi qu'un projet de texte reglementaire portant création des CMU et tenant compte de la parité dans sa composition ;*
 - *20 acteurs et actrices universitaires dont 3 femmes parmi les presidents et vices présidents des universités, les DG du MESRS et les représentants syndicaux, sont initiés aux techniques de la médiations et leur appropriation du concept des CMU renforcée ;*
 - *Les capacités de 30 membres des CMU sont renforcées en matière de prevention des violences basées sur le sexe et le genre et leurs besoins en renforcement de capacités supplémentaires identifiés ;*
 - *Une plateforme numerique de la médiation universitaire est mise en place, son contenu est developpé et 25 administrateurs et administratrices (dont 19 femmes) de la plateformes issu.e.s du MESRS et des universités formé.e.s à sa gestion.*

II- Résultats détaillés

- ❖ **Output 2. : Les dynamiques de conflit qui minent la cohésion sociale en milieu universitaire sont identifiées et analysées.**

Indicateurs de résultats	Données de référence à fin 2019	Cibles 2020 (cumulatives)	Résultat à la date du rapport
2.1 Disponibilité de données actualisées et territorialisées sur les dynamiques de conflits en milieu universitaire	Non disponible	Disponible	Disponibilité d'une étude d'impact de la COVID19 sur le système universitaire Disponibilité d'un plan de contingence sectoriel
2.2 % des parties prenantes qui estiment que leurs connaissances sur les dynamiques de conflits affectant le milieu universitaire se sont améliorées	0%	20%	NA L'étude et la cartographie sur les dynamique de conflit a été reporté, cet indicateur ne peut donc être mesuré car il est lié à la dissémination de ces deux produits de connaissance

2.1 Conduire une étude et cartographie des dynamiques de conflits dans l'espace universitaire : L'étude a été reportée pour 2021



1 Réunion de planification avec le ministre de l'ESRS M. SLIM CHOURA pour la réponse COVID19 - Mars 2020

En réaction à l'avènement de la Pandémie et compte tenu du fort impact qu'elle a provoqué sur la marche de la vie universitaire, la réflexion a été engagée très précocement avec le MESRS afin de déterminer les actions concrètes visant à accompagner le ministère dans sa réponse à la crise ainsi que dans la relève post-crise. C'est à ce titre qu'il a été convenu d'appuyer l'élaboration d'une étude d'impact de la pandémie sur le système universitaire ainsi qu'un plan de contingence sectorielle.

2.2. Réaliser une analyse de l'impact de la pandémie sur les universités et une évaluation des besoins du MESRS post crise (Evidences #1 #3)

L'étude d'impact de la pandémie, qui a pour objectif de saisir les changements induits par la pandémie COVID-19 sur le système universitaire, a permis de dégager les forces et les faiblesses du système ainsi que ses potentialités de résilience à travers une évaluation des mesures prises au niveau ministériel. Cela a également permis de documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques à tirer de cette expérience et de formuler les recommandations stratégiques pour renforcer la résilience du système universitaire et les décliner en plan d'action. La méthodologie de conception de l'étude comprenait des interviews avec les acteurs clés et d'autres méthodes participatives de collecte et d'analyse de données, ainsi que les outils de recherche digitaux et alternatifs. En outre, L'étude d'impact a permis particulièrement d'analyser les effets de la pandémie sur les populations vulnérables ou à besoins spécifiques à l'instar des étudiants étrangers mais aussi l'impact spécifique de la pandémie sur les femmes. Cela servira à développer des réponses spécifiques à ces catégories de bénéficiaires.

Les recommandations prioritaires de l'étude s'articulent autour de ces axes :

- Améliorer le dispositif de gouvernance institutionnel pour assurer une meilleure résilience du système universitaire

- Adapter la réglementation pour tenir compte du nouveau contexte de la crise
- Evaluer les possibilités de financement pour une relance Post COVID 19
- Renforcer les infrastructures, les capacités techniques et technologiques
- Renforcer les capacités des ressources humaines
- Améliorer et structurer la communication pour rassurer les intervenants
- Renforcer le dispositif de la santé universitaire

Impacts du COVID-19 sur le système universitaire		
Offre	Demande	Gouvernance
Fermeture des établissements de formation publics, privés, de recherche, et la plupart des foyers et des restaurants	Confinement de plus de plus de 265 mille étudiants avec une incertitude totale sur l'avenir de l'année académique 2019-20 et la rentrée 2020-21	Réorganisation du travail au sein de l'administration
Suspension de toutes les activités présentielle de formation et R&D	Impossibilité de plusieurs étudiants d'adhérer à l'expérience de l'EAD	Mise en place d'un comité et de pôles dédiés à la gestion de la crise au sein du MES y compris une commission dédiée aux étudiants étrangers
Désorganisation totale des calendriers des examens et perturbation des stages et des projets de fin des études	Impossibilité pour certains étudiants de finaliser les stages de PFE	Etroite collaboration avec le Ministère de la santé et participation à la commission nationale COVID 19
Passage à un enseignement à distance avec un appui du dispositif déjà en place (UVT, départements virtuels, etc.)	Perturbation et retards dans les travaux de recherche, non accès aux ressources bibliographiques	Création de cellules dédiées à la gestion du COVID-19 dans certaines Universités et établissements
Retards dans les délais de réalisation et financements de plusieurs projets de R&D	Impact psychologique important sur les étudiants/chercheurs en lien avec le contexte COVID 19	Formation dédiée aux chefs de département enseignement virtuel
Orientation de la R&D vers la lutte contre le COVID 19	Pertes d'emploi immédiat pour les nouveaux sortants à la suite de la crise	Tenue de plusieurs conseils à distance pour assurer la continuité
Réduction de la mobilité des chercheurs suite à la fermeture des frontières	Enseignantes obligées d'assurer un travail à la maison en plus d'EAD (prise en charge des enfants, tâches ménagères)	Communication sensibilisation à grande échelle (production de capsules)
Problèmes dans quelques foyers avec des saccages et vols d'affaires d'étudiants	Accentuation des disparités pour les étudiants issus des régions	Màj et formation sur la mise en œuvre du protocole sanitaire
Impact et surcout financier important pour les restaurants	Impact financier sur les étudiants expatriés	
Arrêt ou mise en veilleuse de projets et activités de certains centres 4C	Incertitude sur le renouvellement des contrats de plusieurs enseignants à l'étranger	

Évaluation des réponses du système universitaire		
Offre	Demande	Gouvernance
+ Bonne préparation et planification des réponses et de l'année universitaire	+ Pas de contamination au COVID 19 au sein des étudiants lors de la première vague	+ Fonctionnement et bonne réactivité du dispositif de gouvernance face à la crise
+ Aspects sanitaire et protocole mis en œuvre	+ Implication des chercheurs dans la lutte contre le COVID 19	+ Très bonne dynamique de collaboration entre les intervenants au niveau central et régional
+ Expérience EAD réussie dans certains établissements (médecine, ingénieurs, TIC)	+ Bonnes initiatives en faveur des étudiants issus de milieux pauvres et des étudiants étrangers	+ Forte implication des syndicats et gouvernance participative
+ Finalisation de l'année (examens et concours) dans de bonnes conditions	+ Implication de la société civile dans l'appui aux étudiants étrangers	+ Introduction de nouvelles méthodologies de travail
- EAD "bricolé", absence de vision ou de stratégie	- Qualité de la formation fortement entamée	+ Autonomie et flexibilité dans la prise de décision pour les établissements
- Faible culture d'intégration de l'EAD dans le système universitaire	- Taux d'absentéisme élevé et taux réussite en apparence "bons"	- Dispositif de gestion des crises improvisé
Résistance sociale des syndicats étudiants au changement	- Insuffisance de l'accompagnement psychologique des étudiants et des chercheurs	- Absence (jusqu'à récemment) d'un plan de gestion de crise au sein du Ministère
- Manque de moyens techniques et financiers à tous les niveaux	- Manque d'une communication structurée avec les étudiants	- Cellules de gestion des crises non créées dans certaines Universités et composition non standardisées pour celles qui ont été créées
- Faiblesse des RH (compétences EAD pour les enseignants) et nombre pour les ouvriers et personnel d'hygiène	- Crédibilité des diplômes 2019-2020 impactée	- Conflits entre différentes parties prenantes (exemple corps administratif, syndicats étudiants, etc.)
- Manque de valorisation à grande échelle industrielle pour la R&D	- Indiscipline dans l'application du protocole sanitaire	- Santé et hygiène universitaire peu prioritaire par rapport aux aspects formation, hébergement, ...

2 Extraits des résultats de l'Etude d'impact

2.3 Appuyer le MERS dans la mise en place d'un plan de contingence (Evidences #2 #4)

Un plan de contingence sectoriel est élaboré au profit du ministère renforçant ses capacités en matière de proactivité et de gestion stratégique des crises. L'élaboration d'un plan de contingence sectorielle a été commissionné afin de renforcer les capacités de planification, d'adaptation, de réaction et de relèvement du ministère face à des circonstances exceptionnelles pouvant entraver

la marche ordinaire de ses services et dans le but d'assurer la continuité de ces derniers. Le plan vise à :

- ✓ Identifier et définir les menaces potentielles pour les différentes activités du ministère et les impacts de ces menaces sur le périmètre d'activité du ministère et des différentes parties prenantes (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)
- ✓ Elaborer une stratégie de « résilience » à ces menaces renforçant la capacité du ministère sur le plan central, décentralisé et régional à répondre efficacement aux menaces
- ✓ Décliner la stratégie en un ensemble de dispositions et procédures pour à la fois gérer la période de crise et reprendre l'activité normale après la crise.

La planification stratégique de crise est ainsi renforcée à travers ce travail, qui permet de consolider la résilience du système dans son ensemble. Le PCS a, en effet, permis l'identification des fonctions vitales du ministère nécessaires à la poursuite de ses missions même en temps de crise et proposer sur la base d'une évaluation des besoins et des risques, des solutions, des structures et des mécanismes d'adaptation.

3 principaux enseignements en sont sortis:

- Accélérer la transition numérique vers une généralisation de l'enseignement à distances renforcer les structures de l'université virtuelle et renforcer aussi les capacités du corps enseignant en pédagogie numérique
- Renforcer les services d'appui et d'accompagnement psychologique à destination des étudiants et du corps enseignant et plus particulièrement à destination des catégories vulnérables telles que les étudiants étrangers et les femmes
- Promouvoir l'ouverture de l'université sur son environnement développer la coopération avec le secteur privé et les activités de RD orientées vers le développement de solutions.

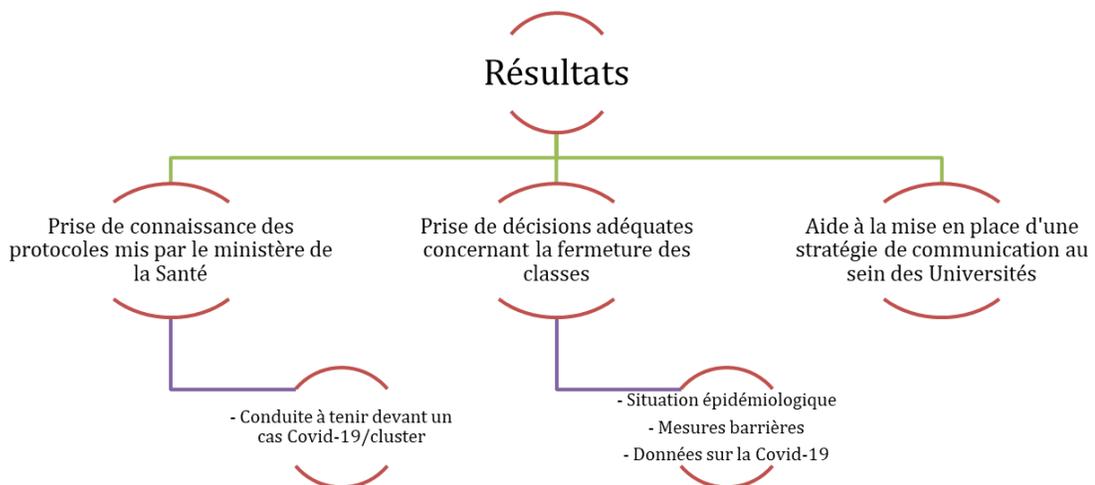
Risque	Probabilité (fréquence)	Impact	Score	Priorité
Continuité pédagogique	Forte (4)	Majeur (4)	16	2
Santé / sécurité	Forte (4)	Catastrophique (4)	20	1
Qualité des prestations	Forte (4)	Modéré (3)	12	3
Coût	Moyenne (3)	Modéré (3)	9	4
Gouvernance	Moyenne (3)	Modéré (3)	9	4
Respect de la législation	Faible (2)	Faible (2)	4	6

3- Matrice de risques extraite du PCS

Dissémination du protocole Sanitaire auprès des représentants des étudiants et du personnel (Evidence #5):

Le développement à des phases précoces de la crise d'un plan de contingence sectoriel (avril/mai) a permis au ministère d'être mieux préparé à la 2e vague de la pandémie qui a coïncidé avec la rentrée universitaire en septembre 2020 cela s'est manifesté par le développement d'un protocole sanitaire et sa dissémination auprès de tous les acteurs de l'université.

Cette action faite en application directe du PCS a permis une coopération très étroite entre le MESR et les services spécialisés du ministère de la santé qui a débouché sur l'élaboration d'un protocole sanitaire spécifique dont la vocation est d'être disséminé et appliqué par tous les acteurs de l'espace universitaire. Dans le but de faciliter sa compréhension et sa diffusion, des sessions de formation de formateurs autour de ce protocole au profit des représentants des différents acteurs au sein de l'espace universitaire (étudiants, enseignants, administratifs, techniques et ouvriers, psychologues, ...) ont été organisés.





4-Formation sur la gestion de crise COVID et de l'application du protocole sanitaire

- ❖ **Output 3 : Des approches et mécanismes de prévention et de règlement des conflits sont mis en place, dans le cadre d'une gestion concertée de l'espace universitaire.**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
3.2 Nombre de centres de médiation mis en place dans les universités	0	1	0

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
3.6 % des membres des cellules de médiation (CMU) qui considèrent que leurs connaissances en matière de cohésion sociale se sont améliorées	0	100%	100%

3.2 Appuyer le MESRS dans la mise en place des centres de médiation universitaires (Evidences #6 #7 #8)

La mise en place des Centres de Mediation Universitaires est appuyée à travers l'appui à l'élaboration d'un guide de procédures des CMU, une Charte de la médiation ainsi qu'un projet de texte réglementaire portant création des CMU et tenant compte de la parité dans sa composition.

En effet, la pandémie et ce qu'elle a engendré en termes de bouleversements organisationnels et de confinement ont entravé la mise en place effective des CMU cette année. En outre, l'année a été marquée par une forte instabilité gouvernementale, deux ministres se sont succédé à la tête du ministère en moins d'un an cela a aussi retardé l'adoption du texte portant création des CMU. Afin de parer à ces aléas, le projet s'est attelé durant la période couverte par ce rapport à consolider le dispositif procédural et organisationnel des CMU. Un manuel de procédure des centres a été élaboré ainsi qu'une charte de la médiation qui sera endossée par les médiateurs. De même, l'élaboration d'un projet d'arrêté consacrant la parité dans la composition des centres a été appuyée. L'ensemble de ce dispositif sera disséminé et soumis à aux différentes parties prenantes et bénéficiaires du projet afin d'en garantir l'appropriation.

Manuel de procédures

- Le manuel complète le dispositif réglementaire par des outils pratiques favorisant l'opérationnalisation du processus de médiation.

Charte de médiation

- La charte établit un cadre de référence pour la planification, le déroulement, la clôture et le suivi du processus de médiation.

Guide des centres de médiation universitaire

- Le guide met à disposition des outils pratiques facilitant la planification, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi du processus de médiation et la prévention des conflits et ce en concertation avec les différents partenaires.

3.3 Sensibiliser les membres des centres de médiation universitaire (CMU) à l'approche de médiation et renforcer leur appropriation du mécanisme préconisé (Evidence #9)



Un atelier de deux jours de formation a été organisé et mené le 22 et le 23 décembre 2020 par 4 experts en médiation et gestion de conflits. Les objectifs de ces ateliers étaient les suivants :

Figure 4 : Objectifs des ateliers de formation

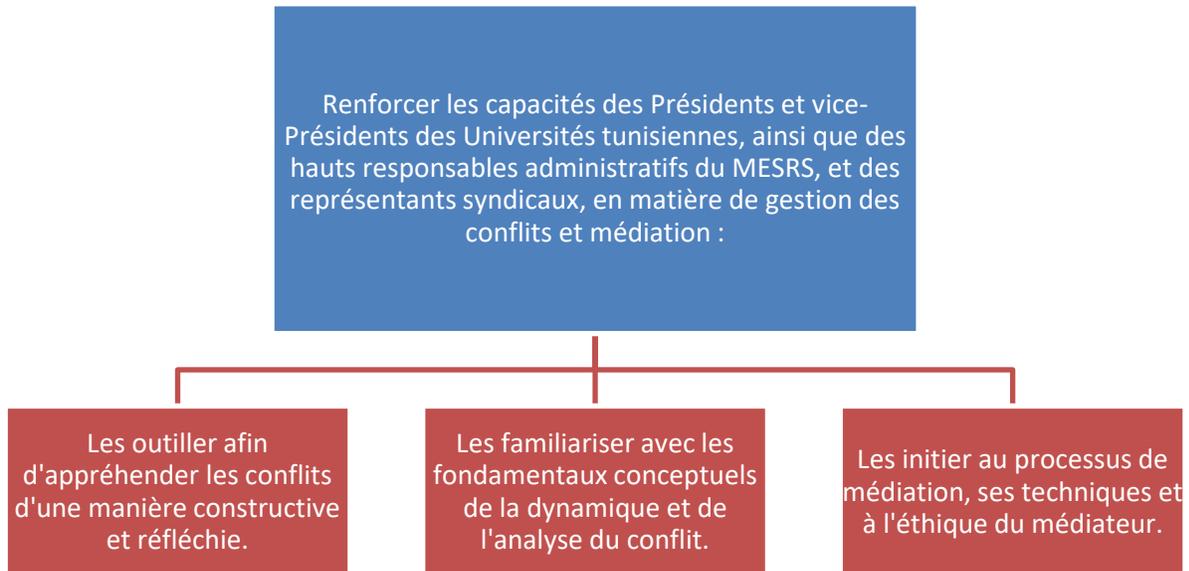


Figure 5 : Contenu des ateliers

AXE	CONTENU
Conflit	Définition du conflit
	Dynamique du conflit
	Analyse du conflit
Médiation	Définition de la médiation
	Modes alternatifs de règlement des conflits
	Éthique du médiateur
	Techniques de médiation
	Étapes et processus de médiation

Figure 6 : Répartition des participants des ateliers

Profils	Jour 1		Jour 2	
Présidents d'université	5	(26%)	3	(15%)
Vice-Présidents d'université	6	(31%)	8	(40%)
Directeurs Généraux au MESR	5	(26%)	5	(25%)
Responsables syndicaux (FGESRS)	3	(15%)	4	(20%)
Total	19		20	

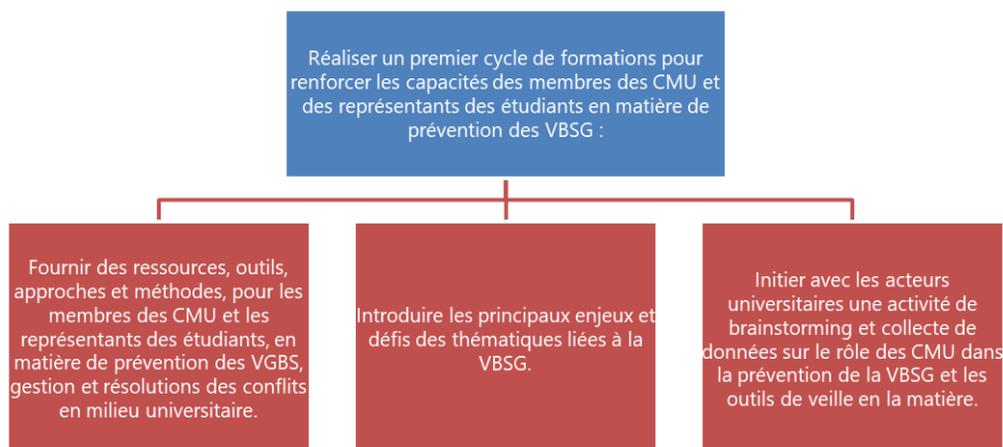
❖ **Output 4 : Les acteurs clés de l'Université disposent des connaissances, compétences et outils pour la facilitation du dialogue et la construction du consensus.**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
4.2 Nombre des membres de CMU (présidents des universités, doyens, chefs de départements, représentants des étudiants et du personnel administratif) formés	52	94	94
4.3 % de femmes formées aux techniques de facilitation du dialogue et de construction du consensus	48%	48%	48% <i>Les formations de formateurs ont été reportées en raison du contexte sanitaire et des restrictions qui en sont découlées</i>
4.4 Nombre d'élus formateurs en facilitation	0	20	0 <i>Formations reportées en raison du contexte sanitaire</i>
4.5 % de formatrices en matière de facilitation	0	50%	0

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
<p>4.6 % des élus formés qui considèrent que leur connaissances en matière de facilitations se sont améliorées</p>	<p>0</p>	<p>50%</p>	<p><i>Les formations de formateurs ont été reportées en raison du contexte sanitaire et des restrictions qui en sont découlées</i></p> <p>80%</p>

4.2 Renforcer les capacités d'un noyau de formateurs.trices médiateurs.trices/ issu.e.s de l'Université et du MESRS (Evidence #10)

Un atelier de formation à destination des membres de CMU portant sur le cadre légal, les enjeux et moyens de prévention des violences faites aux femmes dans l'espace universitaire s'est tenu les 3 et 4 décembre 2020. Son objectif était de familiariser les membres de CMU à cette forme très spécifique de violence et de les sensibiliser aux moyens de la prévenir et combattre dans le cadre des CMU et plus généralement en milieu universitaire. Cette action a été programmée en marge des 16 jours d'activisme pour la prévention de ces violences.



7 Objectifs de la formation

Étant en ligne, les ateliers participative et innovante (quiz et projection de vidéos didactiques) afin d'initier avec les acteurs universitaires une activité de brainstorming et collecte de données sur le rôle des CMU dans la prévention de la VBSG et à terme les outiller pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans la prévention de la VBSG, ainsi qu'ancrer la culture de prévention de ce genre de violence dans le milieu universitaire. Ainsi, chaque session basée principalement sur l'échange s'est articulée sur deux temps :

Première session	Deuxième session
<ul style="list-style-type: none"> • Revenir sur les 16 jours d'activisme • Définir la VBSG • Identifier les différentes formes de VBSG • Connaitre l'historique de la violence faite aux femmes en Tunisie • Connaitre La Loi 58-2017 et le rôle de l'observatoire • Reconnaître l'impact des VBSG et leurs conséquences 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Etat des lieux des VBSG dans le milieu universitaire • L'étude relative à la VBSG en milieu universitaire • Le rôle des centres de médiations dans la prévention des VBSG • Recommandations de l'atelier

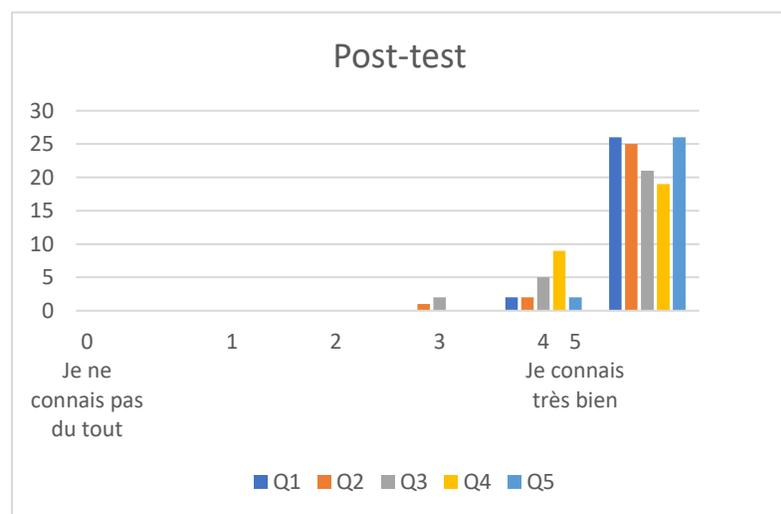
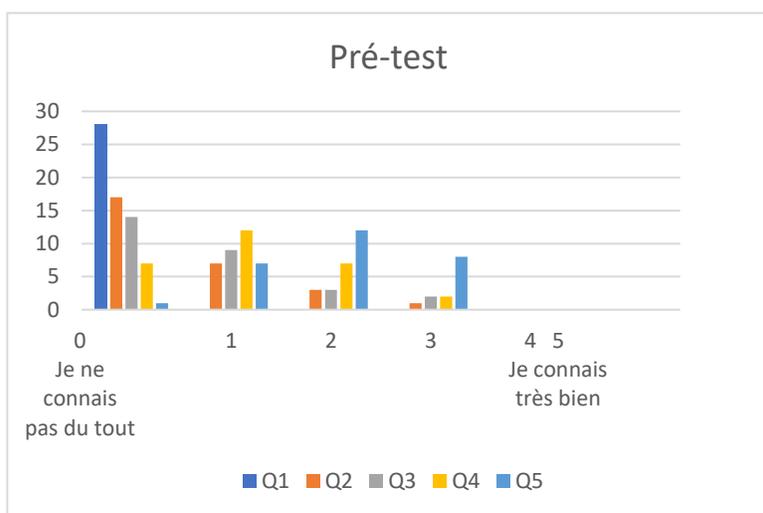
Une évaluation a été faite au début et à la fin de chaque ½ journée afin de mesurer la montée en compétences des 28 participants (dont 13 femmes) à travers les questions ci-dessous.

	0	1	2	3	4	5
Je connais les 16 Jours d'activisme						
Je connais la différence entre genre et sexe						
Je connais les types de violences basées sur le Genre et le sexe						
Je connais les différents services de prise en charge des femmes victimes de violences en Tunisie						
Je connais les spécificités de la Violence Basée sur le Genre et le Sexe en milieu universitaire						

0 : Je ne connais pas du tout

5 : Je connais très bien

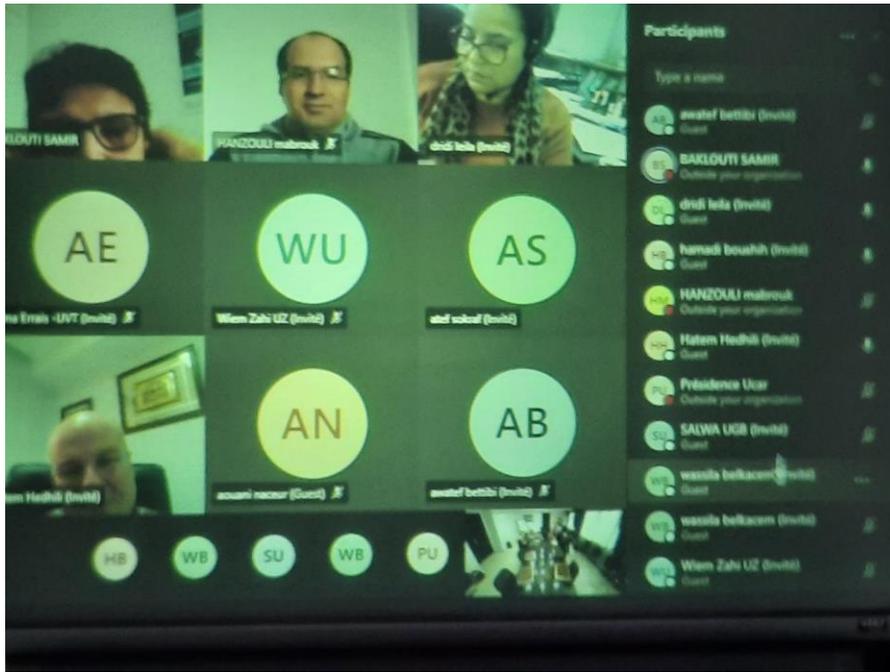
Figure 8 et Figure 9 : Tableaux récapitulatifs selon les réponses



Ainsi, les participants sont mieux outillés en termes de prévention de la VBGS :

- Ils/Elles ont une connaissance de la loi 58/ 2017 relatives à la violence
- Ils ont une connaissance des 16 jours d'activisme
- Ils ont conscience des principaux enjeux et défis liées à la VBFS dans la société
- Ils sont sensibilisés à la thématique en général dans l'espace public et privé et en particulier dans l'espace universitaire
- Ils ont conscience du pouvoir qu'ils peuvent jouer à travers les CMU afin de renforcer la résilience de l'espace universitaire face à cette forme de violence

Illustrations de la Formation en Ligne pour la prévention des VBSG en milieu universitaire



L'université espace de dialogue et de cohésion



- ❖ **Output 5 : Des initiatives sont appuyées pour renforcer le rôle de l'Université et des étudiants dans la promotion de la citoyenneté et de la cohésion sociale au niveau local.**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
5.1 Nombre d'initiatives de la société civile et de plateformes de dialogue sur les problématiques de l'Université soutenues	0	1	1

5.1 Mettre en place une plateforme numérique de la cohésion sociale pour le réseautage des centres de médiation universitaires et la constitution d'une base de données des médiateurs universitaires (**Evidence #11**)

La plateforme de médiation universitaire a vocation à compléter le dispositif de médiation universitaire de faciliter la communication entre les CMU et de fournir un espace de capitalisation, de partage et de dissémination des connaissances participant à la promotion de la culture du dialogue et à la gestion des conflits. Elle a été élaborée elle est en cours

d'hébergement sur le serveur du ministère EL Khawarazmi et sera bientôt opérationnelle <https://pmu.wd.tn/>.

Un atelier de présentation de cette plateforme a été organisé au profit des futures administrateurs. Il a permis de réunir 21 personnes dont 16 femmes.



III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques

Risque	Nature	Occurrence du risque	Actions de mitigation
L'instabilité politique et les changements récurrents de ministre ont constitué un obstacle a une progression rapide de la mise en œuvre du projet.	Politique	I : Faible P : Elevée	Le projet a veillé à l'implication active des vis-à-vis techniques du ministère afin de préserver un stabilité des vis-à-vis assurant la continuité au-delà des changements récurrents à la tête du ministère voir la suppression-même du ministère et l'annexion de ses services à la présidence du gouvernement.

Le caractère incertain de l'évolution de la pandémie a rendu difficile la programmation des activités notamment présentielle de renforcement de capacités	Sanitaire	I : Moyen P : Elevé	Les outils de communication à distance sont à privilégier à travers une capitalisation sur la plateforme de médiation universitaire et une valorisation de son rôle dans la dissémination de l'approche du projet et sa mise en œuvre et en matière de communication avec les différentes parties prenantes.
les vis-à-vis auprès du ministère se sont trouvés submergés par la gestion au jour le jour des effets de la crise ce qui a réduit leur disponibilité	Opérationnel	I : Moyen P : Elevé	Un appui institutionnel sera prévu au profit du ministère en 2021. L'équipe sera renforcée par deux consultants qui assureront la liaison avec le ministère et l'aideront à gérer les aspects liés à la mise en œuvre des activités du projet ainsi qu'en matière de communication
La présence des femmes aux activités organisées par le projet n'est pas toujours équilibrée par rapport à celle des hommes. En effet, certaines activités sont destinées à des acteurs es qualité (exemple les présidents ou vices présidents des université) qui se trouve être pour la plupart des hommes	Opérationnel	I : Moyen P : Elevé	Le projet essaye de rééquilibrer cela à travers le plaidoyer pour une plus grande implication des femmes et aussi à travers la participation des étudiantes ou autres actrices.

IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre

- Le développement à des phases précoces de la crise d'un plan de contingence sectoriel (avril/mai) a permis au ministère d'être mieux préparé à la 2e vague de la pandémie qui a coïncidé avec la rentrée universitaire en septembre cela s'est manifesté par le développement d'un protocole sanitaire et sa dissémination auprès de tous les acteurs de l'université
- La nécessité de vivre avec la pandémie et de s'y adapter impose la standardisation et la généralisation des mesures de prévention et d'hygiène et une stricte application de l'approche de do no harm chose qui a été initiée grâce à l'étude d'impact, au plan de contingence ainsi qu'aux ateliers de dissémination du protocole sanitaire
- La contribution du ministère de la santé a été très utile pour la mise en œuvre du protocole sanitaire du ministère de l'enseignement supérieur et pour la mobilisation d'expertes de haut niveau du secteur de la santé pour renforcer les capacités des acteurs universitaires

V- Suivi-évaluation

Le présent rapport fait référence à l'année 2020. Il s'agit du premier rapport annuel du projet conformément au document de projet.

Un reporting relatif au projet a déjà été fait en 2019 étant à l'époque intégré au projet renforcement de la cohésion sociale qui a pris fin.

VI- Evidences

Evidence #	Type	Titre	Date de publication	Auteur
1	Rapport	Etude D'impact	Septembre 2020	Consultant
2	Tweet	tweet rencontre RR et ministre https://twitter.com/undpintunisia/status/1260615382710263808	Mars 2020	PNUD
3	Article de presse	https://www.babnet.net/cadredetail-203223.asp	Mars2019	BabNet
4	Rapport	Plan de contingence sectoriel	Juin 2020	Consultant
5	CR	CR des ateliers de formation sur le protocole sanitaire universitaire	Septembre 2020	Consultantes
6	Projet d'arrêté ministériel	Un projet de texte officiel portant création des centres de mediation universitaires est élaboré	Juillet 2020	MESRS
7	Guide	Un guide de procédure des centres de mediation est élaboré conjointement avec KAS	Septembre 2020	KAS/PNUD/MESRS
8	Charte	Charte de mediation universitaire	Septembre 2020	Consultant
9	CR	Compte Rendu de formation	Decembre 2020	Consultante
10	CR	Compte rendu de formation	Decembre 2020	consultante
11	CR	Compte rendu de formation	Septembre 2020	consultant

VII- Rapport financier

L'utilisation des ressources et le niveau de décaissements par activité, au 31/12/2020, sont détaillés comme suit (en USD) :

Tableau 1 - Dépenses cumulées au 31 décembre 2020– Sommaire par trimestre Atlas (en USD)

Bailleur	Output	Budget 2020	Dépenses 2020	%
TRAC	120171	46 000,00	45 019,58	98%
TRAC	123862	24 000,00	23 444,35	100%
Pays Bas		247,66	247,66	100%
TOTAL		70 247,66	68 711,59	98%

Tableau 2 – Dépenses cumulées 01 janv au 31 décembre 2020 – Sommaire par Activité Atlas (en USD)

Bailleur	Output	Budget 2020	Dépenses 2020					TOTAL	%
			P1	P2	P3	P4	P5		
TRAC	120171	46 000,00	14 698,60	1 039,55	5 073,43	11 865,29	12 342,71	45 019,58	98%
TRAC	123862*	24 000,00	23 444,35	0,00	0,00	0,00	0,00	23 444,35	100%
Pays Bas		247,66	247,66	0,00	0,00	0,00	0,00	247,66	100%
TOTAL		70 247,66	38 390,61	1 039,55	5 073,43	11 865,29	12 342,71	68 711,59	98%

*output spécifique couvrant les activités en réponse à la crise COVID-19

VIII- Signatures

Pour le partenaire de mise en œuvre

Nom : Mohamed El Mounir

Titre : Conseiller Technique Principal

Signature :



Date : 06/05/2021

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom : Alissar Chaker

Titre : Représentante Résidente

Adjointe

Signature :



Date : 06-May-2021

MM

IX - Annexes

- Plan de travail annuel
- Document de projet
- Evidences mentionnées dans la section "VI-Evidences"

